

DOSSIER SPÉCIAL

4^{ème} Édition



JOURNÉE EUROPÉENNE
concernant la lutte contre la
RADICALISATION

2 avril 2019 à Paris



CNLAPS

Comité National de Liaison des Acteurs de la Prévention Spécialisée



JOURNÉE EUROPÉENNE

concernant la lutte contre la

RADICALISATION

La journée européenne concernant la lutte contre la radicalisation, organisée par Citoyens & Justice et le CNLAPS le 2 avril 2019, a remporté une nouvelle fois un vif succès auprès des professionnels venus de secteurs variés, en partageant leurs connaissances sur cette thématique, notamment en matière d'échanges des pratiques avec les experts européens invités par Citoyens & Justice à intervenir lors de cette journée.

LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION: TOUS CONCERNÉS !

Plus de 180 personnes ont assisté à cette journée européenne, 4ème édition dédiée à la lutte contre la radicalisation. Parmi elles, des travailleurs sociaux, des psychologues, des chercheurs, des membres de l'Administration notamment Pénitentiaire et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, des avocats, des visiteurs de prison et des responsables associatifs etc.



OUVERTURE

Marielle Thuau, Vice-Présidente de Citoyens & Justice, et **Anne-Marie Fauvet**, Présidente du CNLAPS, ont ouvert la journée.

“ Cette journée s’inscrit dans la continuité des 3 précédentes qui ont été organisées en 2015, 2016 et 2017. L’importance de la problématique de la radicalisation justifie pleinement que nous prenions régulièrement le temps de cette réflexion. Les travaux précédents nous l’ont montré : lutter contre la radicalisation nécessite un travail partenarial, approfondi et questionne sur des sujets essentiels tels que le secret partagé, une des problématiques abordées en 2017... ”

Marielle Thuau,
Vice-Présidente de Citoyens & Justice



[Intervention de Marielle Thuau](#)

[Intervention d’Anne-Marie Fauvet](#)



LA POLITIQUE FRANÇAISE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

Le Secrétariat Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CIPDR), représenté par **Claudie Baudino**, Chargée de Mission, a présenté la politique française de prévention de la radicalisation.



[Intervention de Claudie Baudino](#)



MISE À L'ÉPREUVE D'OUTILS D'ÉVALUATION ET D'ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES EN VOIE DE RADICALISATION

En milieu de matinée, les participants ont pu assister à la restitution de la mise à l'épreuve d'outils d'évaluation et d'accompagnement de personnes en voie de radicalisation.

Ces outils, financés par une Recherche-Action entre l'Association de Recherche en Criminologie Appliquée (ARCA), Citoyens & Justice et le CNLAPS, ont été utilisés notamment au sein des associations APPUIS à Mulhouse et l'AGASEF à St Étienne. **Isabelle Depommier**, Directrice de l'APPUIS, et **Perinne Dubois**, Éducatrice (Cellule d'écoute et accompagnement des familles) à l'AGASEF, ont rendu compte de cette expérimentation auprès du public cible.

L'ARCA était représentée par **Erwan Dieu**, Criminologue, Chercheur en psycho-criminologie et Directeur de l'ARCA, ainsi que **Linda Testouri**, Responsable Projets et Formatrice.



[Intervention de l'ARCA](#)

[Intervention des Associations](#)

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ET LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

La matinée a été clôturée par les interventions de la Direction de l'Administration Pénitentiaire et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, représentées par **François Toutain**, Chef de la mission de Lutte contre la radicalisation violente (DAP), et **Delphine Bergère-Ducôté**, Chargée de mission, Mission Nationale Veille et Information (DPJJ).



[Intervention de François Toutain](#)

[Intervention de Delphine Bergère-Ducôté](#)



TÉMOIGNAGES D'EXPERTS EUROPÉENS

Cette 4ème édition de la journée dédiée à la lutte contre la radicalisation a cette année pris une tournure européenne. La problématique de radicalisation étant internationale, il est apparu important à la Fédération Citoyens & Justice et au CNLAPS d'échanger sur nos pratiques avec nos voisins Belges et Allemands, et de comparer les différentes politiques menées dans ce cadre ainsi que leur mise en oeuvre sur le terrain.



En introduction, **Denis L'Hour**, Directeur Général de Citoyens & Justice, a remercié les intervenants étrangers qui ont répondu immédiatement présent lors de cette invitation à dépasser les frontières. Il a rappelé la volonté de Citoyens et Justice de promouvoir l'élargissement de l'interministérialité, la collaboration sans frontière des chercheurs, la professionnalisation nécessaire des acteurs de terrain sans faire appel à des formations magiques qui s'avèrent ne pas en être. Il a soutenu la nécessité d'accroître le travail en réseau, de prévenir pour protéger et qu'il nous fallait penser des plans à court terme modulables, pluridisciplinaires, sans cloisonnement intellectuel, idéologique ou conceptuel. Il a invité les participants de cette table ronde à réagir à ses propos.

Dominique Laurent, Cheffe du département Centre contre le radicalisme violent, Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM, Bruxelles), a présenté l'approche du radicalisme en Belgique. Elle explique que cette approche a évolué avec le phénomène et la compréhension de celui-ci, passant d'une approche sécuritaire à une approche multidisciplinaire. Ce changement entraîne un changement de culture de la part des acteurs concernés, à savoir des services de police, de renseignement et des services socio-préventifs.

Le Plan R vient donc stimuler la coordination et la coopération entre les différents acteurs/ services énoncés précédemment. Cet outil a pour but de réduire le développement des phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent par une approche multidisciplinaire et grâce à l'échange d'informations entre les parties prenantes. En Belgique, cette approche est structurée en trois plateformes :

- La Task Force Nationale (TFN) au niveau national,
- Les Task Forces Locales (TFL) se situant au niveau des arrondissements judiciaires et composées d'acteurs de sécurité locaux (différents services de polices, l'OCAM...) organisées de manière déconcentrée,
- Les Cellules de Sécurité Intégrales Locales (CSIL) à l'échelon local, composées d'acteurs socio-préventifs locaux. Le bourgmestre (l'équivalent du maire en Belgique) a le rôle de régisseur dans la création de ces cellules. Cette dernière plateforme, au plus près des actions de terrain, a l'objectif de détecter de façon précoce les personnes en voie de radicalisation et d'assurer un suivi et un accompagnement, en concertation avec les partenaires énoncés plus haut.

Ces plateformes ont pour outil commun la Banque de Données Commune (BDC) sur laquelle les informations sont centralisées et échangées par les différents services.

Ainsi, le rôle de l'OCAM est donc de coordonner cette approche multidisciplinaire en veillant au respect du rôle et des compétences de chacun des services dans la lutte contre la radicalisation et les extrémismes violents.

(A noter que la Belgique est un État Fédéral et que le fonctionnement et les déclinaisons des politiques publiques sont différentes du modèle français)

Philippe Massay, Directeur du Centre d'Aide et de Prise en charge des personnes concernées par les Radicalismes et les Extrémismes Violents (CAPREV) à la Fédération Wallonie-Bruxelles détaille le fonctionnement du centre, la composition des équipes jusqu'aux interventions avec le public radicalisé, notamment avec des détenus volontaires en milieu carcéral. Philippe Massay préfère parler de désengagement plutôt que de "déradicalisation". Lors de son intervention, il aborde aussi les différents types d'extrémismes et leurs évolutions.



**Intervention de
Philippe Massay**

Olivier Vanderhaeghen, Fonctionnaire de Prévention à Molenbeek-Saint-Jean (Belgique) intervient auprès d'un public jeune qui bénéficie d'un accompagnement individualisé. Il explique que les enjeux de désengagement ou de désistance sont liés à l'échelle locale: "la rue est un lieu de socialisation". Lors de sa prise de parole, il souligne la nécessité d'un cadre déontologique précis, notamment dans la transmission d'information par les professionnels, et préfère utiliser les termes "d'extrémismes violents" plutôt que de "radicalisation".



**Intervention
d'Olivier
Vanderhaeghen**

Sofia Koller, Chargée de Recherche au Conseil Allemand des Relations Étrangères (German Council on Foreign Relations) sur le contre-terrorisme et la prévention des extrémismes violents (Counter terrorism & prevention of violent extremism), explique le fonctionnement des institutions en Allemagne sur la prévention des extrémismes violents.



**Intervention de
Sofia Koller**

Elle aborde les 3 axes de la politique de prévention du Ministère de l'intérieur Allemand : la standardisation, la professionnalisation, et l'élargissement de la base de connaissance.

Elle souligne aussi la nécessité d'une coopération européenne pour répondre à ces problématiques, notamment sur la question des retours de zone de conflit et appelle de tous ses vœux une collaboration avec les chercheurs français.

(Informations complémentaires dans la biographie en page 8)

Enfin, **Virginie Nouaille**, Chargée de Mission au CIPDR, a abordé l'évolution de la politique nationale française et sa déclinaison au niveau local, notamment par le biais du dispositif CEPRAF créé en 2014. Elle a évoqué la nécessité de mettre en place une méthodologie, en particulier sur l'échange et la confidentialité des informations. En termes de perspectives, Virginie Nouaille évoque l'importance de la recherche dans le domaine de la radicalisation, en particulier sur l'évaluation des dispositifs en place.



Intervention de
Virginie Nouaille



L'ENGAGEMENT DES DEUX RÉSEAUX ASSOCIATIFS DANS LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

Citoyens & Justice et le CNLAPS ont tous deux pu présenter l'engagement de leurs réseaux associatifs dans la prévention de la radicalisation. Pour Citoyens & Justice, **Ophélie Villamaux**, Chargée de mission, a enquêté sur les associations du réseau Citoyens & Justice qui sont susceptibles de mettre en place des actions de prévention de la radicalisation, recenser les actions mises en oeuvre par le réseau et cartographier sur le site dédié du Ministère de l'Intérieur.

Pour le CNLAPS, **Nathalie Bourguet**, Coordonnatrice, a présenté les actions des acteurs de la prévention spécialisée. Elle a présenté la Commission CNLAPS « Prévention éducative des radicalisations violentes » créée en 2016. Les représentants de cette dernière ont participé aux différentes commissions pilotées par le CIPDR. Nathalie Bourguet a aussi présenté la cartographie du réseau CNLAPS qui recense les acteurs de prévention de la radicalisation sur le territoire français.



Intervention d'Ophélie Villamaux
et de Nathalie Bourguet

SYNTHÈSE DE LA JOURNÉE

La synthèse de la journée a été réalisée par **Jeanne Clavel** et **Géraldine Duchemin**, respectivement Présidente de la Commission nationale Justice des Enfants et des Adolescents de Citoyens & Justice, et Présidente de la Commission nationale Pré-sententielle majeurs de Citoyens & Justice.

Cet exercice capital a permis de dégager des pistes de réflexions, relever les points de consensus, de comparer cette synthèse avec celle réalisée lors de la [3^{ème} journée en 2017](#) et d'ainsi noter les évolutions.

“
La radicalisation est certes une affaire de sécurité publique, mais il est clair qu'elle est en lien direct avec notre capacité à intégrer socialement notre jeunesse, et est bien plus qu'une question de religion.
”

Jeanne Clavel,
Présidente de la Commission nationale
Justice des Enfants et des Adolescents



Synthèse de Jeanne Clavel
et Géraldine Duchemin

CLÔTURE



Enfin, **Marielle Thuau**, Vice-Présidente de Citoyens & Justice, et **Anne-Marie Fauvet**, Présidente du CNLAPS, ont clôturé la journée en remerciant les participants, les intervenants, ainsi que les associations pour leur participation à cette journée remarquables par la qualité des interventions et des échanges. Elles ont par ailleurs remerciées les associations pour leur investissement quotidien sur ces problématiques.



Discours de clôture de Marielle
Thuau et d'Anne-Marie Fauvet

BIOGRAPHIE DES EXPERTS EUROPÉENS

Sofia Koller est chargée de recherche sur le contre-terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent au Conseil Allemand des Relations Étrangères (DGAP) basé à Berlin. Elle travaille notamment sur la construction du « International Forum for Expert Exchange on Countering Islamist Extremism» (InFoEx), qui vise à promouvoir l'échange entre praticiens, chercheurs, et décideurs politiques en Allemagne et à l'étranger sur la prévention tertiaire et la 'de-radicalisation'.

Avant de rejoindre la DGAP, elle travaillait comme consultante en France et au Liban. Elle est diplômée d'un BA en International Relations and Management de l'Université de Sciences Appliquées Regensburg et de la German-Jordanian University à Amman (Jordanie) ainsi qu'un MA en International Conflict Studies du War Studies Department au King's College London.

Informations Complémentaires :

Milena Uhlmann: Evaluation of the Advice Centre on Radicalisation:

https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Publikationen/Forschungsberichte/fb31-evaluation-beratungsstelle-radikalisierung.pdf?__blob=publicationFile

Behnam T. Said & Hazim Fouad: Countering Islamist Radicalisation in Germany: A Guide to Germany's Growing Prevention Infrastructure:

<https://icct.nl/wp-content/uploads/2018/09/ICCT-Said-Fouad-Countering-Islamist-Radicalization-in-Germany-Sept2018.pdf>

Abdelasiem El Difraoui & Milena Uhlmann: Prévention de la radicalisation et déradicalisation : les modèles allemand, britannique et danois. Dans Politique étrangère 2015/4 (Hiver), pages 171 à 182 ; <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-171.htm>

Dominique Laurent, économiste de formation, est depuis toujours fonctionnaire de l'Etat fédéral belge. D'abord comme Conseillère à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union Européenne, elle a ensuite été successivement Conseillère et Directrice de cabinet-adjointe des Ministres de l'Asile et de la Migration, de l'Intérieur et des Transports.

En 2017, Dominique Laurent rejoint l'OCAM – l'Organe de Coordination de l'Analyse de la Menace et devient en mars 2018, Cheffe du département CVE – Countering Violence Extremism - de l'OCAM.

Philippe Massay est assistant social et criminologue de formation. Il a été assistant social pour le département d'aide aux demandeurs d'asile de la Croix Rouge de Belgique et dans les centres psychosociaux de l'enseignement obligatoire.

Après 7 années passées en tant qu'agent de surveillance pénitentiaire, il a travaillé en tant qu'expert radicalisme et conseiller pour l'égalité des chances auprès du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Depuis le 1er janvier 2019, Philippe Massay est le directeur du CAPREV (Centre d'Aide et de Prise en charge des personnes concernées par les Radicalismes et les Extrémismes Violents).

Olivier Vanderhaeghen est licencié en Histoire et en Philosophie de l'Université libre de Bruxelles. Il est actif dans le champ socio-préventif depuis 2005 et occupe depuis 2014 le poste de fonctionnaire de Prévention pour la municipalité de Molenbeek-Saint-Jean. Spécialiste en matière de politique publique de sécurité et de prévention, il s'est spécialisé dans la question des extrémismes violents.

Maître-Assistant en Histoire et en Philosophie au sein d'une Haute Ecole à Bruxelles formant des travailleurs sociaux et expert auprès de différents programmes de recherche en Belgique et à l'étranger, il applique et analyse les réponses formulées par les autorités publiques en matière de prévention du radicalisme violent tant au point de vue des méthodologies de prises en charge individuelle que du cadre éthique et déontologique. Il possède plusieurs travaux scientifiques à son actif.

